



Lettre de la Directrice exécutive

Le PNUE en 2020



Le Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE) défend ardemment la santé de la planète et des êtres humains. Depuis près de 50 ans, le PNUE fournit des données scientifiques pour aider le monde à comprendre les dégâts que le mode de développement de l'humanité, insatiable de carbone et de ressources, occasionne à la planète, à la santé humaine et aux économies. Le PNUE soutient également les politiques et les actions visant à stopper et à inverser ces dommages.

Mais en 2020, la planète a parlé d'elle-même. La COVID-19 nous a frappés de plein fouet, emportant avec elle de nombreuses vies et renforçant les inégalités. Les économies sont confrontées à de profondes récessions. Pour la première fois en 30 ans, la pauvreté augmente tandis que la pandémie rend les promesses du Programme de développement durable à l'horizon 2030 de moins en moins réalistes.

Cette pandémie, comme bien d'autres avant elle, est liée à la manière dont les êtres humains traitent la nature : comme un carburant pour le moteur de la croissance économique. Les problèmes systémiques qui ont contribué à donner naissance à cette pandémie, en particulier la consommation et la production non durables, sont les mêmes que ceux qui sont à l'origine des trois crises que connaît notre planète : la crise climatique, la crise de la biodiversité et de la nature ainsi que la crise de la pollution et des déchets. Le monde a continué à se réchauffer en 2020, ce qui a contribué aux incendies, à la sécheresse, aux inondations et aux nuées de criquets voraces dont nous avons été témoins. La destruction de la nature au profit de l'agriculture, des infrastructures et des établissements humains ne cesse de s'aggraver. La pollution de l'air, des sols et de la mer continue de faire de nombreuses victimes et d'endommager des écosystèmes essentiels.

En décembre 2020, le Secrétaire général des Nations Unies, António Guterres, a fait de ces problématiques une priorité absolue. Il a affirmé que l'humanité doit faire la paix avec la nature si elle ne veut pas affronter des problèmes bien plus dévastateurs que la COVID-19 à l'avenir. Pour faire la paix avec la nature, il faut repenser notre système. Une transformation à long terme de la façon dont l'humanité extrait et consomme les ressources est nécessaire. Un changement rapide et permanent vers un monde qui travaille en harmonie avec la nature, et non contre elle, est essentiel.

En 2020, malgré les perturbations engendrées par la pandémie, le PNUE a redoublé d'efforts pour répondre aux trois crises qui touchent notre planète. Nous avons notamment recentré certains de nos travaux pour faire face aux conséquences environnementales immédiates de la COVID-19, telles que l'augmentation des déchets, et nous avons posé les bases d'une reprise verte pour l'après-pandémie. Par la présente lettre, j'aimerais vous exposer certains des points forts de ce travail.

Inger Andersen

Secrétaire générale adjointe des Nations Unies et
Directrice exécutive du PNUE





Changements climatiques

“

Il y a trois impératifs pour parvenir à faire face à la crise climatique. Premièrement, nous devons atteindre la neutralité carbone à l'échelle mondiale dans les 30 prochaines années. Deuxièmement, nous devons faire en sorte que les financements mondiaux soient en conformité avec l'Accord de Paris, le plan mondial pour l'action climatique. Troisièmement, nous devons accomplir une percée en matière d'adaptation afin de protéger le monde.

António Guterres, Secrétaire général des Nations Unies, lors de son [discours sur l'état de la planète](#) le 2 décembre 2020.



Façonner un avenir sobre en carbone grâce à la science et à l'engagement international

Plus de cinq années se sont écoulées depuis que les États se sont mis d'accord, à Paris, pour limiter le réchauffement climatique de ce siècle à un niveau bien inférieur à 2 °C et tenter de ne pas dépasser 1,5 °C. Dans son *Rapport sur l'écart entre les besoins et les perspectives en matière de réduction des émissions*, le PNUE suit de près la progression des engagements vers cet objectif. Selon la **dernière édition** de ce rapport, parue en décembre 2020, le ralentissement économique lié à la pandémie n'aura qu'une incidence négligeable sur les émissions et les températures à long terme. D'après les contributions déterminées au niveau national (CDN) disponibles actuellement, le monde ne se trouve pas sur la bonne voie pour atteindre les objectifs de l'Accord de Paris. En parallèle, selon le **Rapport 2020 sur l'écart entre les besoins et les perspectives en matière de réduction de la production**, que le PNUE publie en partenariat avec des organismes scientifiques de premier plan, le monde doit réduire la production de combustibles fossiles d'environ 6 % par an jusqu'en 2030 pour avoir une chance de rester sous la cible de 1,5 °C. Les prévisions actuelles indiquent des augmentations annuelles de 2 %.

Ces rapports nous montrent également comment rattraper notre retard par rapport aux objectifs climatiques. Le *Rapport 2020 sur l'écart entre les besoins et les perspectives en matière de réduction des émissions* a montré que les plans de relance après la pandémie peuvent être utiles, si des financements sont investis dans des technologies à zéro émission, des subventions pour les énergies renouvelables plutôt que pour les combustibles fossiles, ainsi que des solutions fondées sur la nature. De tels investissements peuvent mettre le monde sur la bonne voie, au moins en direction du scénario des 2 °C, tout en soutenant d'autres objectifs environnementaux, sociaux et économiques.

Afin de contribuer à des plans de relance verte, le **Partenariat pour l'action en faveur d'une économie verte**, dont le PNUE assure le secrétariat, a mis en place un mécanisme de soutien pour une relance économique verte dans ses 20 pays partenaires. Le PNUE a organisé des séances d'information auprès des législateurs, notamment aux États-Unis, au sujet des avantages que présente une relance verte.

Nous avons également présenté à la Commission européenne les conclusions de notre *Rapport 2020 sur l'écart entre les besoins et les perspectives en matière de réduction des émissions*.

L'analyse scientifique présente dans le rapport est essentielle en cette année charnière, pendant laquelle se tiendra la conférence sur les changements climatiques (COP26), qui a été reportée. Selon les conclusions du PNUE, si la nouvelle administration des États-Unis tient sa promesse électorale de viser zéro émission nette, les pays représentant plus de 63 % des émissions mondiales de dioxyde de carbone se seront engagés à la neutralité en matière de gaz à effet de serre. Toutefois, ces engagements doivent se traduire dans l'immédiat par des politiques et des actions ambitieuses. Ils doivent être inclus dans des CDN plus solides en amont de la COP26. À cet égard, le PNUE travaille avec le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) afin de fournir une assistance technique aux pays qui préparent leurs CDN plus ambitieuses.

“

Alors que nous assurerons la présidence de la COP26, nous utiliserons les conclusions de ce rapport [sur l'écart entre les besoins et les perspectives en matière de réduction des émissions] ainsi que le prochain rapport en matière d'adaptation pour continuer à défendre le plus haut niveau d'ambition possible pour tous les piliers de l'Accord de Paris, partout dans le monde.

Archie Young, négociateur principal pour la COP26 sur le climat, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord

Il est important d'agir dans le secteur des bâtiments et de la construction pour renforcer les CDN et assurer une relance verte après la pandémie (voir le [rapport 2020 sur la situation mondiale des bâtiments et de la construction](#)). Les infrastructures durables peuvent considérablement changer la donne pour le climat, la nature et la pollution. C'est pourquoi le PNUE a œuvré avec des partenaires pour élaborer des [bonnes pratiques et des recommandations](#) pour le secteur. La [Cool Coalition](#), dirigée par le PNUE, s'efforce d'apporter d'énormes avantages climatiques en améliorant l'efficacité en matière de refroidissement et, plus généralement, l'efficacité énergétique.

35 ans de la Convention de Vienne

L'année dernière a marqué les 35 ans de la Convention de Vienne pour la protection de la couche d'ozone. Grâce au Protocole de Montréal, élaboré dans le cadre de la Convention de Vienne, certains pays ont pratiquement éliminé les substances endommageant la couche d'ozone. Ainsi, cette dernière, qui protège la planète des rayons ultraviolets nocifs, est désormais en voie de guérison. Mais le Protocole de Montréal n'appartient pas au passé pour autant. Avec l'Amendement de Kigali au Protocole, les États s'engagent à réduire les hydrofluorocarbures utilisés pour le refroidissement. Cet amendement, qui devrait permettre d'éviter jusqu'à 0,4 °C d'augmentation des températures mondiales d'ici à 2100, a été ratifié par 21 nations supplémentaires en 2020, portant ainsi le total à 112. Le PNUE héberge les secrétariats du Fonds multilatéral pour l'ozone, gère la trésorerie et est l'un des organismes de mise en œuvre du Fonds multilatéral.

Le [rapport sur les véhicules d'occasion et l'environnement](#) est un autre exemple clé de la recherche scientifique et de l'engagement du PNUE. Ce rapport a mis en évidence les conséquences pour le climat et la qualité de l'air qu'engendre l'exportation de véhicules d'occasion polluants, qui ne devraient plus se retrouver sur la route, par les pays développés vers les pays en développement. Il exhorte également à l'adoption de normes de qualité minimales. Grâce au soutien du PNUE et sous l'impulsion du Ghana, la Commission de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest a annoncé l'an dernier des normes plus strictes pour les véhicules. Ces règles interdisent l'importation de véhicules utilitaires légers de plus de cinq ans et entendent doubler l'efficacité des voitures d'ici à 2030. Elles constituent une étape importante pour la réduction des émissions de gaz à effet de serre dans une région qui compte environ 400 millions d'habitants et où de nombreux véhicules ont largement fait leur temps.

Soutenir les populations vulnérables dans leur adaptation aux changements climatiques

Aider les pays en développement et les communautés vulnérables à faire face aux conséquences des changements climatiques, qui s'intensifieront même si le monde atteint les objectifs de l'Accord de Paris, constitue une autre priorité. Le [Rapport 2020 sur l'écart entre les besoins et les perspectives en matière d'adaptation](#) du PNUE indique que le monde ne prend toujours pas le financement de l'adaptation au sérieux. Le financement reste bien en deçà des niveaux requis et la plupart des initiatives doivent encore réduire les risques. Le monde doit s'engager à atteindre les objectifs de l'Accord de Paris en matière de financement des mesures d'adaptation.

Le PNUE prend également des dispositions concrètes en vue d'aider les États à s'adapter. En 2020, il a soutenu plus de 50 pays dans l'élaboration de programmes d'adaptation nationaux et de systèmes d'alerte précoce sur les changements climatiques. L'organisation a également lancé de nouveaux projets au Bénin, au Ghana, en Iraq, au Lesotho et en Mauritanie. Dans le cadre du [projet « Blue Forests » du Fonds pour l'environnement mondial](#), le PNUE a soutenu le lancement de projets de marché du carbone des mangroves au Kenya et à Madagascar. Ces projets couvrent la protection et la restauration de près de 2 000 hectares de mangrove et assurent le maintien des moyens de subsistance d'au moins 20 000 personnes.

Transformer les secteurs privé et financier

Le secteur privé doit également assumer sa part d'obligations en faveur du climat. Tandis que le PNUE joue un rôle essentiel dans le cadre de son [Initiative de collaboration avec le secteur financier](#) et d'autres engagements, la coopération entre le public et le privé commence à s'accélérer.

Le fonds mixte [AGRI3](#), créé par le PNUE et ses partenaires bancaires, vise à mobiliser un milliard de dollars des États-Unis de financement en faveur d'une agriculture et d'une sylviculture respectueuses de la nature et du climat. Les premières transactions du fonds, au Brésil, pour la protection des forêts et la rénovation des pâturages dégradés dans le Mato Grosso, et en Chine, pour la culture durable du poivre dans la région étendue de Chongqing, ont été conclues en décembre 2020. Le gouvernement néerlandais, Rabobank et le Fonds pour l'environnement mondial ont apporté un soutien de 90 millions de dollars des États-Unis.

Des gains rapides grâce au méthane

Le méthane est un gaz plus puissant pour le réchauffement climatique que le dioxyde de carbone. En revanche, il reste moins longtemps dans l'atmosphère. Géré par le PNUE et mené par la Coalition pour le climat et la qualité de l'air, la Commission européenne et Environmental Defense Fund (fonds pour la défense de l'environnement), le Partenariat pour la réduction du méthane dans les opérations pétrolières et gazières comprend 62 entreprises représentant 30 % de la production de pétrole et de gaz. Son objectif est de réduire les émissions de 45 % d'ici à 2025 et de 60 à 75 % d'ici à 2030. En 2020, le partenariat a publié un nouveau [cadre de référence pour l'établissement de rapports](#) afin d'améliorer la transparence des émissions de méthane du secteur.

Les membres de la [Net-Zero Asset Owner Alliance](#) (Alliance des propriétaires d'actifs net-zéro) – l'un des nombreux engagements et partenariats solides avec les entreprises et les investisseurs gérés par l'Initiative de collaboration avec le secteur financier – se sont engagés à réduire les émissions de gaz à effet de serre de 16 à 29 % d'ici à 2025. Il s'agit de la première étape vers des portefeuilles à zéro émission nette d'ici à 2050. Représentant 5 100 milliards de dollars des États-Unis d'actifs sous gestion, l'alliance aura des effets considérables sur les futures émissions mondiales.

Dans le même temps, afin de soutenir les efforts du Secrétaire général visant à accroître le financement du Programme 2030 et dans le cadre du « [Green Gigaton Challenge](#) », le Programme de collaboration des Nations Unies pour la réduction des émissions liées au déboisement et à la dégradation des forêts dans les pays en développement ([ONU-REDD](#)) et ses partenaires ont lancé un effort ciblé pour garantir une gigatonne de réduction annuelle des émissions, soit l'équivalent de 80 % de voitures en moins sur les routes des États-Unis. La valeur totale de l'initiative oscille entre 10 et 15 000 milliards de dollars des États-Unis par an d'ici à 2025.

“

Permettez-moi de saluer les efforts du PNUE, les initiatives spécifiques relatives aux Principes pour un secteur bancaire responsable et la Net-Zero Asset Owner Alliance, qui concrétisent réellement les principes en action.

Mark Carney, Envoyé spécial des Nations Unies pour le financement de l'action climatique et conseiller financier du Royaume-Uni pour la COP26, ancien Gouverneur de la Banque d'Angleterre.

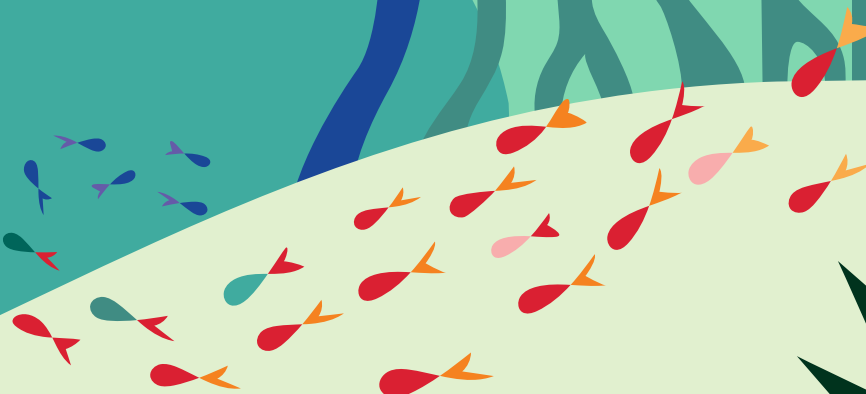
Nature et biodiversité

“

Faire la paix avec la nature sera la grande œuvre du XXI^e siècle. Ce doit être [la priorité]. La priorité absolue. Pour tout le monde. Partout.

António Guterres

Secrétaire général des Nations Unies



Remettre les efforts mondiaux en matière de biodiversité sur la bonne voie

L'année 2020 devait être celle de la nature. Même si la COVID-19 a retardé certains processus importants, l'attention portée à la biodiversité s'est considérablement accrue. Le premier **Sommet des Nations Unies sur la biodiversité** et **l'engagement des dirigeants en faveur de la nature** ont galvanisé les promesses mondiales visant à stopper et à inverser la perte de biodiversité. C'est essentiel, car la nature est en danger. Le secrétariat, administré par le PNUE, de la **Convention sur la diversité biologique (CDB)** a dévoilé en 2020 les **perspectives mondiales de la diversité biologique**, selon lesquelles les objectifs d'Aichi n'ont pas été atteints, malgré des progrès évidents. À travers son **Centre mondial de surveillance pour la conservation** (PNUE-WCMC), le PNUE a joué un rôle déterminant dans la collecte des données pour ces résultats, y compris la mise à jour, la vérification ou l'ajout de documentation relative à plus de 200 000 zones protégées et autres mesures de conservation par zone dans les **bases de données Protected Planet**.

Un objectif important pour 2021 est que le monde se mette d'accord sur un nouveau cadre pour la biodiversité lors de la 15^e réunion de la **Conférence des Parties de la CDB** à Kunming, en Chine. Tout au long de l'année 2020, le PNUE a plaidé pour un cadre ambitieux et mesurable à l'appui d'un plus grand nombre de zones de conservation, plus vastes et mieux gérées ; d'une agriculture et d'une pêche favorables à la biodiversité ; de la fin des subventions néfastes ; et de l'abandon de l'extraction destructrice des ressources minières au profit de modes de consommation et de production durables. Malgré la pandémie, le secrétariat de la CDB a continué de poser les bases de ce nouvel accord crucial, en réunissant des experts clés pour mettre à jour **le projet initial du cadre** et pour permettre, avec l'aide du PNUE, la participation d'autres accords multilatéraux sur l'environnement dans le processus.

“

Ce rapport doit être salué pour ses données probantes de la plus haute qualité concernant l'état de la nature à travers le monde.

Professeure Jane Memmott, présidente de la British Ecological Society, à propos des Perspectives mondiales de la diversité biologique

Protéger et restaurer les écosystèmes et la biodiversité

Le rapport conjoint du PNUE avec l'International Livestock Research Institute portant sur la **prévention des prochaines pandémies, les zoonoses et comment briser la chaîne de transmission**, a mis en évidence les causes profondes des zoonoses telles que la COVID-19. Il a également souligné que la santé humaine, animale et planétaire doit être traitée comme une question unique dans l'élaboration des politiques. C'est le fameux principe « Un monde, une santé ». Sur la base de cette approche, le **PNUE a commencé à coopérer** avec l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), l'Organisation mondiale de la Santé et l'Organisation mondiale de la santé animale afin de former une équipe unie dans la prévention des maladies transmissibles par les animaux aux êtres humains.

L'année 2021 marque le début de la **Décennie des Nations Unies pour la restauration des écosystèmes**. Cette dernière, menée conjointement par le PNUE et la FAO, vise à stopper et à inverser la destruction et la dégradation des écosystèmes terrestres et océaniques. Cette solution clé fondée sur la nature générerait des milliers de milliards de dollars en services offerts par la nature, car elle permettrait de conserver la biodiversité, de restaurer les écosystèmes productifs et de remettre des quantités importantes de carbone dans le sol. En 2020, le PNUE et ses partenaires ont jeté les bases de la décennie en organisant une consultation publique mondiale. Ils ont également finalisé et publié la **stratégie** et préparé la documentation qui permettra un meilleur suivi ainsi qu'une meilleure mise en œuvre de la décennie.

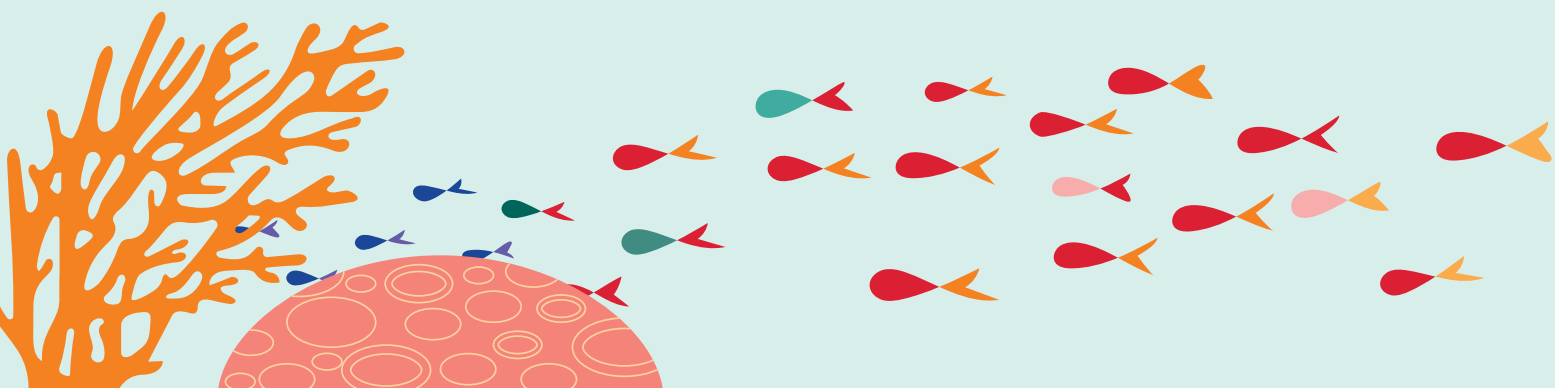
Le PNUE a accepté avec grand plaisir l'invitation de la FAO à écrire et à lancer conjointement le rapport **La situation des forêts du monde**. Cette année, le document a mis l'accent sur des solutions innovantes visant à sauvegarder la biodiversité des forêts à une époque où les taux de déforestation et de dégradation sont alarmants. Le PNUE a également lancé un nouveau **réseau international d'experts des herbes marines** et publié le **premier rapport mondial** sur l'importance des écosystèmes d'herbiers marins pour les populations, la biodiversité et l'environnement. En effet, ces écosystèmes stimulent la production de poisson, améliorent la qualité de l'eau et protègent les côtes. Le réseau soutient le premier projet de marché du carbone des herbiers marins au Kenya.

Le PNUE a également pris des mesures pratiques pour conserver la faune et la flore sauvages. Au Nigéria et en Zambie, le soutien du PNUE permet aux gardes forestiers de réduire le braconnage et le commerce des produits dérivés de l'éléphant. Dans la réserve cynégétique de Yankari au Nigéria, l'un des nombreux sites du projet, seul un éléphant a été tué en plus de cinq ans. Grâce au travail de la **Convention sur le commerce international des espèces de faune et de flore sauvages menacées d'extinction** (CITES) et du PNUE-WCMC, des ressources ont été mises à disposition des fonctionnaires des douanes, entre autres, pour les aider à mettre en œuvre au cours de l'année les clauses de la CITES relatives au commerce international des espèces sauvages.

Il convient également de mentionner la treizième session de la Conférence des Parties (COP13) à la **Convention sur la conservation des espèces migratrices appartenant à la faune sauvage**, qui s'est tenue à Gandhinagar, en Inde. À ce jour, la **COP13** est la plus importante de l'histoire de la Convention. Dix nouvelles espèces protégées ont été ajoutées à ses annexes.

Financer la préservation et la restauration de la nature

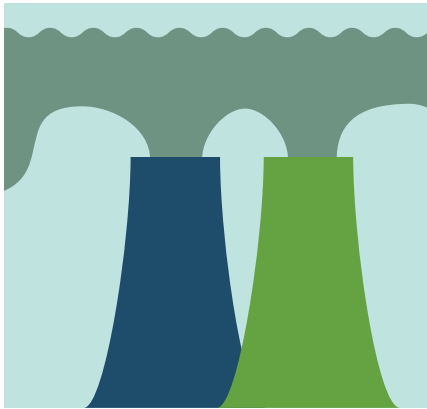
Comme pour les changements climatiques, le financement est essentiel pour protéger, conserver et gérer la nature de manière durable. Là aussi, le PNUE, en collaboration avec des partenaires, dispose de fonds nouveaux et croissants. Avec l'aide de ses partenaires, l'organisation a mis en place le **mécanisme de capital d'amorçage pour la restauration**, financé par l'Allemagne et le Luxembourg à hauteur de 25 millions d'euros. Son objectif est de débloquer un minimum de 170 millions de dollars des États-Unis, à investir dans des projets de restauration de paysages forestiers au cours des cinq prochaines années. Le nouveau **Fonds mondial pour les récifs coralliens** vise à investir 500 millions de dollars des États-Unis au cours des dix prochaines années afin d'améliorer la santé des récifs coralliens, qui pourraient sinon disparaître d'ici 30 ans. Sous les auspices de l'Initiative de collaboration du PNUE avec le secteur financier, l'**initiative de financement de l'économie bleue durable** est une nouvelle plateforme rassemblant différentes institutions financières afin qu'elles travaillent avec les scientifiques, les entreprises et la société civile.



Pollution et déchets

À l'instar des crises du climat et de la nature, la crise de la pollution et des déchets est en grande partie due à une consommation et à une production non durables. Comme le révèle le rapport sur le [commerce durable des ressources](#) du [Groupe international d'experts sur les ressources](#), hébergé par le PNUE, pour chaque tonne de ressources matérielles échangée entre des nations, trois fois plus de matières premières sont extraites dans le pays exportateur. Plus d'un tiers des 92 milliards de tonnes de ressources matérielles extraites en 2017 a été utilisé pour produire des biens destinés au commerce. Pour lutter contre la pollution et les déchets, il faut donc passer à des pratiques de consommation et de production durables, qui présentent également des avantages considérables pour le climat et la nature.





Pollution de l'air

Chaque année, la pollution de l'air contribue à la mort prématurée de sept millions de personnes, principalement dans les pays en développement, qui souffrent ainsi d'une vulnérabilité accrue à la COVID-19. Pour aider à combler le manque de données sur la qualité de l'air dans les pays en développement, le PNUE a collaboré avec d'autres organismes onusiens et avec le secteur privé afin de lancer la **plus grande plateforme de données sur la qualité de l'air urbain** au monde. Couvrant plus de 7 000 villes, cet outil peut contribuer à mettre en place des politiques et des

produits plus respectueux de l'environnement et donner aux citoyens les moyens de responsabiliser leurs dirigeants.

L'an dernier, le Kazakhstan a donné suite aux recommandations du PNUE sur la qualité de l'air. Almaty, la plus grande ville du pays, a commencé à utiliser la science citoyenne pour alimenter ses données, qu'elle a rendues accessibles au grand public. **Dix-huit capteurs de qualité de l'air** sont maintenant en place à Almaty, et cinq autres villes du pays sont également équipées. En parallèle, l'ancienne capitale étudie des mesures destinées à améliorer la qualité de l'air, comme la modernisation de sa centrale thermique.

Une mobilité propre est essentielle pour la qualité de l'air et le PNUE participe à de nombreux projets visant à créer des moyens de transport à faibles émissions. En plus du travail sur les normes relatives aux véhicules d'occasion, la **plateforme MOVE** contribue à l'abandon progressif des transports polluants en Amérique latine et aux Caraïbes, notamment en aidant les pays à mettre en place des stratégies nationales de mobilité électrique. Une autre initiative dans la région Asie-Pacifique soutient certains pays dans la poursuite de leurs objectifs nationaux. C'est notamment le cas en Thaïlande, qui vise à atteindre 1,2 million de véhicules électriques sur ses routes d'ici à 2036.

À la suite d'une résolution de l'Assemblée générale des Nations Unies, le PNUE a animé la première **Journée internationale de l'air pur pour des ciels bleus**, en collaboration avec la **Coalition pour le climat et la qualité de l'air** ainsi que les pays partenaires. Lancée à l'initiative de Moon Jae-in, président de la République de Corée, la journée a permis de sensibiliser aux solutions à la pollution de l'air.



Faire face à la pollution marine et à la problématique des déchets

Forte de 188 Parties, la **Convention de Bâle** sur le contrôle des mouvements transfrontières de déchets dangereux et de leur élimination sera bientôt universelle, ce qui signifie que presque tous les pays du monde sont liés par des amendements (entrés en vigueur le 1^{er} janvier 2021) visant à contrôler plus étroitement les mouvements transfrontières de déchets plastiques.

En Asie, un **projet du PNUE** a permis de partager des connaissances scientifiques sur la pollution plastique dans le Gange, le Mékong et d'autres fleuves du continent. Par conséquent, la Commission du Mékong et ses États membres mettent actuellement au point un programme de gestion et de suivi des déchets plastiques pour le bassin du Mékong qui devrait être opérationnel d'ici à 2022.

En collaboration avec l'Engagement mondial pour une nouvelle économie des plastiques, initiative créée conjointement avec la Fondation Ellen McArthur, le PNUE a recensé des **progrès notables** dans plusieurs dizaines de grandes entreprises en matière d'intégration de contenu recyclé dans les emballages plastiques et de suppression progressive d'articles tels que les sacs plastiques à usage unique et les pailles.

Le Groupe d'experts spécial à composition non limitée sur les déchets et les microplastiques dans le milieu marin, créé par l'Assemblée des Nations Unies pour l'environnement, a conclu ses mandats lors de sa quatrième réunion en novembre 2020. De nombreux membres du groupe se sont montrés favorables à un accord mondial sur les déchets marins, qui pourrait inciter à prendre des mesures supplémentaires et à débloquer des fonds pour s'attaquer au problème.

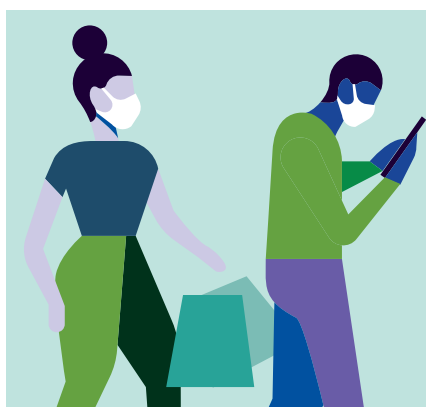


■ Limiter les conséquences sanitaires et environnementales des produits chimiques et des catastrophes

La **Convention de Minamata**, qui doit son nom à la ville japonaise dont la population a souffert de maladies paralysantes après avoir été empoisonnée par des eaux usées industrielles contaminées par le mercure, a franchi une étape importante en 2020 – la date limite pour que les Parties cessent de fabriquer, d'importer et d'exporter les produits contenant du mercure mentionnés dans la Convention. Les thermomètres et autres produits à base de mercure sont remplacés par des appareils de substitution et de nombreux pays ont interdit les produits d'éclaircissement de la peau qui contiennent cette substance.

Au Brésil, la catastrophe de Brumadinho en 2019 a rappelé la nécessité d'une norme mondiale sur les barrages de résidus afin que les entreprises et les autorités nationales puissent protéger les communautés, les travailleurs et l'environnement. À la suite de cette catastrophe, le PNUE a contribué au lancement d'un processus d'examen indépendant, qui a entraîné l'instauration de la première **norme internationale sur les résidus**, applicable à toutes les installations de traitement des résidus dans le secteur minier.

En août 2020, dans les 48 heures qui ont suivi l'explosion d'une quantité importante de nitrate d'ammonium stockée dans le port de Beyrouth, le **Groupe conjoint de l'environnement PNUE/Bureau de la coordination des affaires humanitaires** a envoyé du personnel sur le terrain pour conseiller les autorités. Le groupe a travaillé avec l'équipe des Nations Unies au sens large pour soutenir la réalisation d'une évaluation rapide des dommages et des besoins, laquelle a aiguillé les efforts de relèvement.



■ Gérer les déchets dus à la COVID-19

Le PNUE travaille sans relâche pour répondre à une augmentation massive des déchets due à la pandémie. À cet égard, il a fourni des conseils techniques sur la gestion des déchets médicaux à l'Afghanistan, à Haïti, au Soudan et au Soudan du Sud, ainsi qu'aux Casques bleus des Nations Unies. En outre, le PNUE a publié des **recommandations sur la gestion des déchets solides municipaux et liés aux soins de santé**, qui concernent des milliers de personnes dans plus de 150 pays.

Le PNUE a fourni des conseils pratiques sur la gestion des déchets aux gouvernements d'Inde, d'Afghanistan, d'Haïti, du Soudan et du Soudan du Sud. En Afrique du Sud, il a soutenu une évaluation des besoins relatifs à la COVID-19 afin d'éclairer une stratégie nationale de relance.

Tisser des partenariats et plaider pour la transformation

“

Les activités humaines sont à l'origine de notre plongée dans le chaos. Mais cela signifie aussi que l'action humaine peut nous aider à nous en sortir.

António Guterres

Secrétaire général des Nations Unies



Pour faire face aux trois crises planétaires, une transformation d'envergure est nécessaire et n'est réalisable qu'avec la participation de toutes et tous. C'est pourquoi le PNUE se concentre sur l'établissement de partenariats intersectoriels ainsi que sur la promotion de la responsabilité personnelle et de l'action environnementale. Cela passe par la coopération avec les éducateurs, les industries des loisirs et la communauté religieuse.

Le 5 juin, **Journée mondiale de l'environnement**, est une date clé pour le PNUE. En 2020, malgré la pandémie, la Colombie a accueilli, en partenariat avec l'Allemagne, les célébrations de cette journée, diffusées en direct depuis Bogota. Le président colombien Iván Duque Márquez a invité le monde à se rendre compte qu'il est temps d'agir « #PourLaNature ». Les gouvernements, le secteur privé, la société civile et des millions de personnes aux quatre coins du monde – dont beaucoup étaient confinées chez elles – ont participé à des événements afin de reconnaître l'importance de la nature pour notre santé, nos économies et nos sociétés.

Une mode durable

Chaque année, l'industrie de la mode consomme 215 000 milliards de litres d'eau et émet 3,3 milliards de tonnes de gaz à effet de serre. Pour contrecarrer les conséquences de la mode éphémère (connue sous le nom de *fast fashion*), un **rapport du PNUE** aide les producteurs et les consommateurs à faire des choix plus respectueux de l'environnement et met en lumière les répercussions du textile sur le climat, la terre, les écosystèmes, l'eau, la santé humaine et les questions sociales. Des créateurs comme Rami Kadi, ambassadeur régional de bonne volonté pour le PNUE – qui a inclus une robe conçue à partir de plastique recyclé dans sa collection printemps/été 2020 –, utilisent leur tribune à bon escient.

En 2020, le **défi « Run Wild »** – pour lequel les coureurs se sont mesurés à de véritables pangolins, tigres et éléphants suivis par GPS, grâce à une application mobile – a dépassé son objectif d'un million de coureurs.

Le PNUE s'est associé à TED-Ed pour mettre au point l'**École de la Terre**, la plus grande initiative d'apprentissage en ligne de l'histoire. Cette plateforme éducative, destinée aux enfants et aux jeunes de 5 à 18 ans, se compose de 30 quêtes couvrant des sujets tels que les déchets marins, la biodiversité et les changements climatiques. Le PNUE a également éveillé l'intérêt d'utilisateurs de jeux vidéo grâce à l'**Alliance Playing for the Planet**. Les engagements de l'industrie des jeux vidéo comprennent des activations écologiques dans les jeux, la plantation de millions d'arbres et la réduction de l'utilisation de plastique – soit une réduction de 30 millions de tonnes d'émissions de CO₂ d'ici à 2030.

Avec ses partenaires des domaines public et religieux, le PNUE a organisé une conférence mondiale multiconfessionnelle qui a réuni des représentants de 12 religions et de 60 pays. La réunion a abouti à l'adoption d'une **déclaration** en faveur d'une nouvelle Coalition « Foi pour la Terre », qui sera proposée à la cinquième **Assemblée des Nations Unies pour l'environnement**.

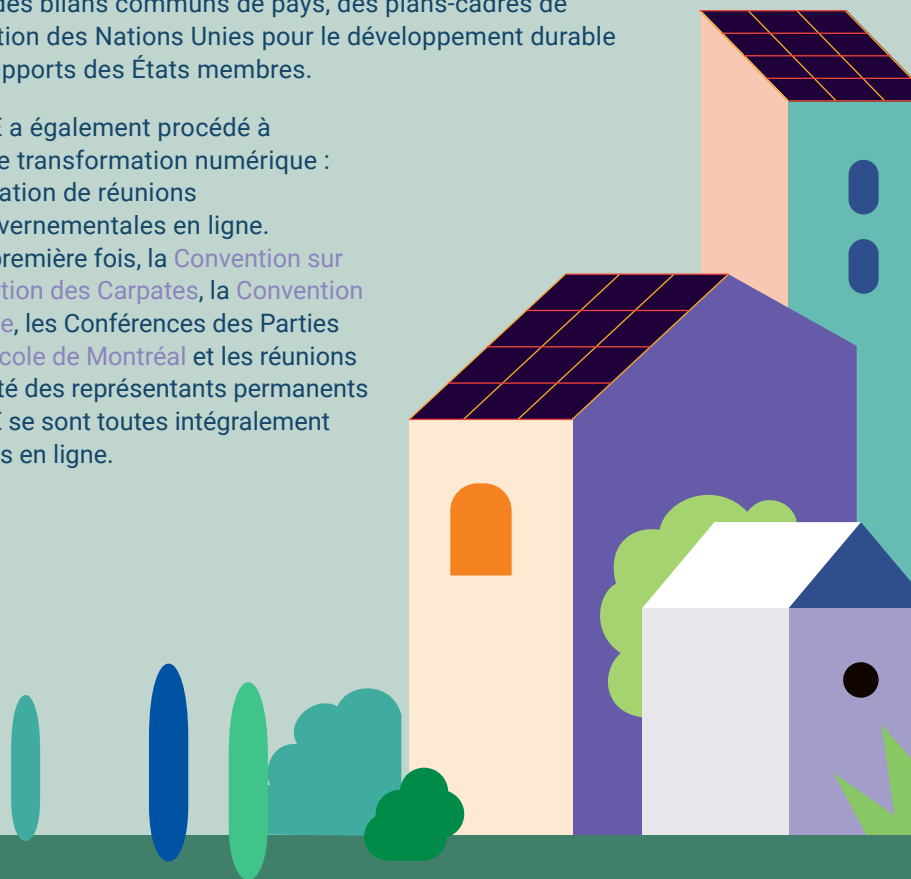
Épouser la transformation numérique

Du partage d'informations vitales à l'accès à des fonds d'urgence, la COVID-19 a mis en évidence le potentiel des technologies numériques. La stratégie à moyen terme du PNUE préconise d'exploiter ces technologies pour accélérer le passage à une consommation et à une production durables.

Le PNUE entretient des relations avec plus de 17 grandes entreprises du secteur technologique, dont Microsoft, Google et LinkedIn. En tant que gardien de 25 indicateurs répartis sur six objectifs de développement durable, le PNUE a mis au point des méthodologies de collecte de données pour évaluer les progrès. Il a également atteint de nouveaux niveaux d'innovation, en coopérant avec Google, la NASA et d'autres partenaires pour surveiller les écosystèmes, grâce à des technologies telles que la détection à distance et les données satellitaires.

Le nouveau [tableau de bord pour le suivi de l'état de l'environnement mondial](#) fournit un accès public à l'information ainsi qu'à des données personnalisées sur les questions environnementales utiles aux États membres, aux équipes de pays des Nations Unies et aux accords multilatéraux sur l'environnement. À l'appui du processus de réforme des Nations Unies, la plateforme permet une compréhension des facteurs environnementaux au niveau national, qui constitue la base des bilans communs de pays, des plans-cadres de coopération des Nations Unies pour le développement durable et des rapports des États membres.

Le PNUE a également procédé à une autre transformation numérique : l'organisation de réunions intergouvernementales en ligne. Pour la première fois, la [Convention sur la protection des Carpates](#), la [Convention de Vienne](#), les Conférences des Parties du [Protocole de Montréal](#) et les réunions du Comité des représentants permanents du PNUE se sont toutes intégralement déroulées en ligne.



Genre et équité



Alors que les mouvements comme Black Lives Matter et #MeToo ont permis de dénoncer racisme, sexisme et privilèges, le PNUE a lui aussi fait passer un message : la science doit être explicite sur les préjugés qu'elle véhicule, et les acteurs concernés doivent agir pour y remédier. Le PNUE encourage les décideurs à donner la parole à plus de protagonistes, et à prendre en compte les expériences de personnes de tous genres ainsi que de toutes ethnies, religions et nationalités.

Le PNUE s'efforce d'accroître la représentation des minorités. Avec 61 % de femmes parmi les membres du personnel, la représentation des genres s'améliore au sein de l'organisation, même si les déséquilibres au niveau régional demeurent un défi à relever. Au niveau des postes à hautes responsabilités, le PNUE a encore des progrès à faire, avec 43 % de femmes occupant ce type de fonctions. Le PNUE a renforcé son approche en matière d'équité grâce à un nouveau cadre de durabilité environnementale et sociale, qui garantit des programmes et des projets fondés sur les droits humains.

En 2020, de nombreux projets du PNUE se concentraient sur l'équité et la neutralité à l'égard des bénéficiaires de l'organisation. Par exemple, le *Rapport sur l'écart entre les besoins et les perspectives en matière d'adaptation* vise à garantir que les communautés vulnérables reçoivent le soutien dont elles ont besoin pour faire face aux changements climatiques. Dans le cadre d'autres projets, le PNUE s'assure que les femmes bénéficient de l'égalité des chances et d'accès aux moyens de subsistance. Au Viet Nam, par exemple, un projet pilote en collaboration avec ONU-Femmes soutient les entreprises dirigées par des femmes qui utilisent des énergies renouvelables. Le projet, également actif au Bangladesh et au Cambodge, cherche à étendre ces efforts et à contribuer à l'intégration des questions de genre dans les CDN de ces pays.

Protéger les droits et les défenseurs de l'environnement

Les violations des droits environnementaux et fonciers des communautés locales – souvent des populations autochtones et des femmes – sont en augmentation, et des centaines de personnes sont tuées chaque année. Le PNUE a travaillé avec le Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme pour renforcer les droits environnementaux et leur mise en application. Ce soutien conjoint a aidé les États à adopter une **résolution du Conseil des droits de l'homme des Nations Unies** sur la réalisation des droits de l'enfant grâce à un environnement sain. Le partenariat est également pris en compte dans une **résolution du Parlement européen**, en faveur d'une stratégie européenne pour protéger le droit à un environnement sain. En parallèle, le PNUE a aussi soutenu Phyllis Omido pendant des années. L'organisation a ainsi contribué à l'obtention par l'écologiste kényane et sa communauté d'une compensation de 13 millions de dollars des États-Unis pour dommages causés à l'environnement et à la santé, occasionnés par un empoisonnement au plomb causé par une usine avoisinante.



Réformer le PNUE pour un avenir meilleur

L'élaboration en 2020 de la nouvelle Stratégie à moyen terme 2022-2025 du PNUE s'est déroulée de manière transparente et inclusive, en concertation avec les États membres, les accords multilatéraux relatifs à l'environnement, le secteur privé, les groupes religieux ainsi que les membres du personnel. La version finale de la Stratégie sera présentée aux États membres lors de la cinquième réunion de l'Assemblée des Nations Unies pour l'environnement à la fin du mois de février 2021.

La Stratégie et le programme de travail qui y est associé sont conçus pour permettre un changement de cap majeur. Seront désormais ciblés les facteurs des changements climatiques, de la destruction de la nature et de la perte de biodiversité ainsi que les produits chimiques et la pollution. La Stratégie aligne les systèmes, les opérations, les procédures et la culture du PNUE afin d'obtenir des résultats de plus grande envergure.

Une part importante de la transformation du PNUE consiste à travailler de manière efficace dans le contexte des réformes de l'Organisation des Nations Unies (ONU). Par conséquent, les bureaux régionaux du PNUE ont considérablement renforcé leur collaboration par l'intermédiaire des coordonnateurs résidents, afin de garantir que la dimension environnementale est promue de manière adéquate dans le travail des Nations Unies au niveau des pays.

Lorsque le monde se relèvera de la COVID-19, il aura beaucoup à apprendre. Les réunions virtuelles avec ses partenaires et ses collaborateurs sont un domaine dont le PNUE compte bien tirer parti afin d'accroître son efficacité, réduire les émissions de gaz à effet de serre et renforcer la coopération.



Appel à l'action

Avec l'arrivée des vaccins contre la COVID-19, nous pouvons commencer à espérer voir le bout du tunnel. Mais cela ne doit pas signifier un retour au train de vie que nombre d'entre nous menaient auparavant. Nous devons profiter de l'année à venir pour construire un avenir meilleur, plus vert.

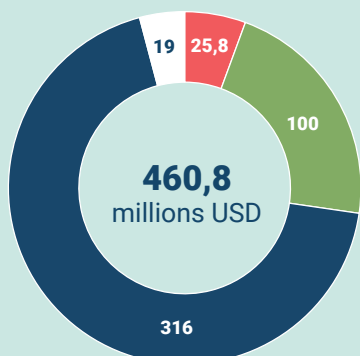
Des politiques ambitieuses et des investissements verts doivent être mis en place, notamment en matière de consommation et de production durables. Des CDN de plus grande envergure doivent être annoncées d'ici la prochaine conférence sur le climat, qui aura lieu à Glasgow, au Royaume-Uni. Ces promesses doivent également se concrétiser en actes. Un cadre plus solide pour la biodiversité post-2020 doit être adopté à Kunming cette année, accompagné d'un engagement à agir à tous les niveaux et dans tous les secteurs. La Conférence internationale sur la gestion des substances chimiques doit fournir un cadre robuste relatif à ces substances et aux déchets pour l'après-2020. La Décennie des Nations Unies pour la restauration des écosystèmes doit produire des résultats.

Ces changements radicaux ne seront pas simples. Chacun et chacune d'entre nous devra faire sa part, partout dans le monde, chaque jour. Mais s'il y a une chose que l'année 2020 nous a apprise, c'est que l'ensemble de la communauté mondiale est capable de changer rapidement et radicalement. Alors que le monde s'apprête à opérer une transformation similaire pour la planète, le PNUE sera présent à chaque étape, fournissant données scientifiques, savoir-faire et soutien à la Terre et à ses habitants.

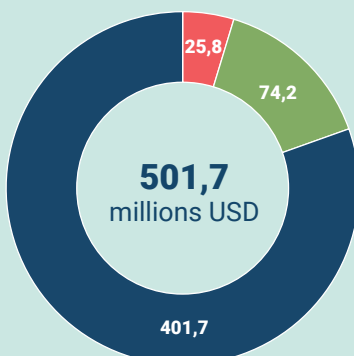


Données financières

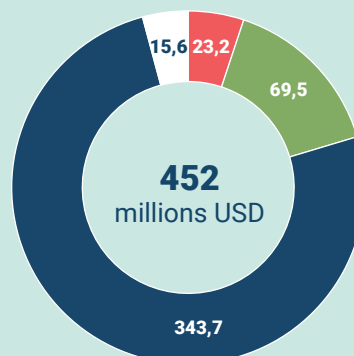
Budget



Recettes



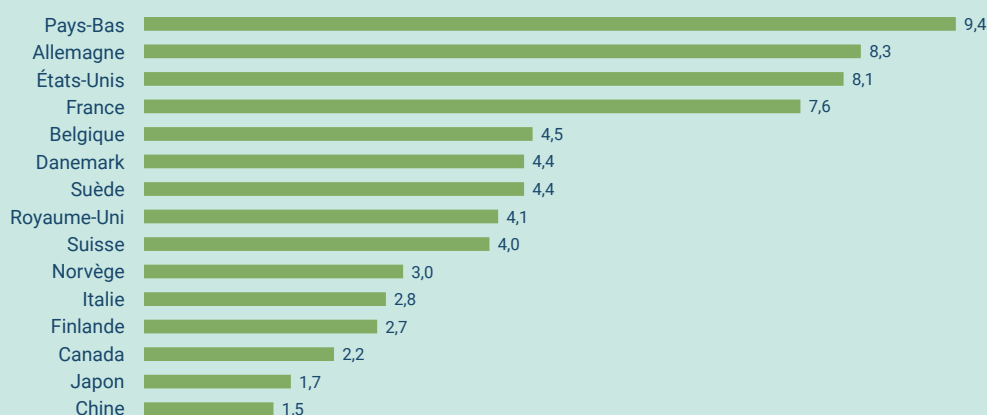
Dépenses



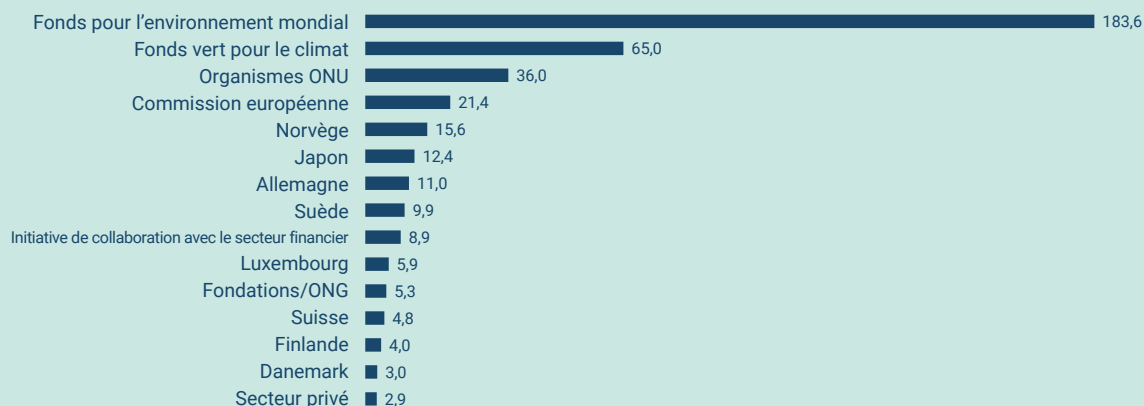
■ Fonds pour l'environnement ■ Fonds préaffectés ■ Budget ordinaire de l'ONU ■ Dépenses d'appui aux programmes

* Le budget ordinaire de l'ONU comprend le compte pour le développement

Classement des 15 plus gros contributeurs au Fonds pour l'environnement en 2020, en millions de dollars des États-Unis



Classement des 15 plus gros contributeurs aux fonds préaffectés en 2020, en millions de dollars des États-Unis



La présente publication peut être reproduite en tout ou partie et sous quelque forme que ce soit à des fins pédagogiques et non lucratives, sans autorisation spéciale du détenteur du droit d'auteur, à condition de la citer comme source. Le Programme des Nations Unies pour l'environnement apprécierait de recevoir un exemplaire de toute publication utilisant le présent document comme source. La présente publication ne peut être ni revendue ni utilisée à quelque fin commerciale que ce soit sans l'autorisation écrite préalable du Programme des Nations Unies pour l'environnement. Les appellations des entités géographiques employées dans le présent rapport et la présentation des données qui y figurent n'impliquent aucune prise de position de la part de l'éditeur ou des organisations participantes quant au statut juridique de l'un quelconque des pays, territoires ou régions, ou de leurs autorités, ni au tracé de leurs frontières ou limites. **Pour plus d'informations, rendez-vous sur unep.org/annualreport**